

**Réforme du bac et du lycée  
Projet Blanquer-Mathiot : un bac maison, pas d'ambition !**

**Baisse des horaires disciplinaires et suppressions de postes**

La réforme du lycée voulue par JM Blanquer se fait , avec en toile de fond, **des baisses d'horaires disciplinaires et des suppressions de postes** afin que l'Education Nationale contribue à l'objectif présidentiel de 120 000 suppressions de postes de Fonctionnaires sur le quinquennat. Cela entrainera une **dégradation des conditions d'enseignements** (plus de classes, plus d'enseignants à cheval sur plusieurs établissements) et des possibilités réduites de mutations.

**Lycée modulaire**

**C'est la fin des séries générales et d'une bonne partie des séries technologiques.** Les élèves choisiraient des menus en 1<sup>ère</sup>, avec une « coloration » du parcours dès la classe de 2<sup>de</sup>. Ces menus (2 majeures/2 mineures) ne donnent qu'une illusion de choix aux élèves (**qui peut croire que tous les lycées proposeront tous les menus, avec un nombre suffisant de places ?!**), et vont avantager les élèves les plus au fait des subtilités du système scolaire. Ce nouveau système, s'il se mettait en place, va accentuer les logiques de relégation sociale. Il est aussi **une redoutable usine à gaz** (semestrialisation, possibilité de changer de majeures entre la 1<sup>ère</sup> et la terminale...) qui va désorganiser bon nombre d'établissements.

**Le bac, façon puzzle**

Depuis des mois, le Président de la République, le Ministre de l'Education Nationale et Pierre Mathiot scandent le chiffre magique de 4 épreuves qui resteraient terminales. Les autres seraient évaluées localement en contrôle continu ou ponctuel. **Surcharge de travail, pressions de toutes parts (des élèves, des parents et des chefs d'établissements), le bac maison porte en lui les germes d'une profonde transformation de nos métiers.** C'est aussi la porte ouverte à un bac dont la valeur ne dépendait plus que de la réputation du lycée.



**LE PLAN D'ACTION DU SNES-FSU,  
un premier trimestre de mobilisations !**

Rien n'est encore joué ! Jean-Michel Blanquer ne rendra ses arbitrages qu'à la fin du mois de mars. **Il reste donc près de deux mois pour faire entendre nos voix.** Face à la gravité des attaques contre nos métiers, le SNES-FSU e SNES-FSU ne se contente pas d'une journée de grève mais propose de nombreuses actions sous des formes variées :

**- janvier :** tournées d'établissements, actions locales, stages syndicaux

**- jeudi 1er février :** journée d'action **avec l'enseignement supérieur** pour dénoncer les dangers de Parcoursup et la réforme du lycée

**MARDI 6 FÉVRIER  
GRÈVE DANS LES COLLÈGES ET LYCÉES**

*Face **au manque de moyens** pour la rentrée 2018*

***Pour dénoncer les suppressions de postes et la hausse des effectifs dans les classes***

***Pour un autre projet de réforme que le lycée et le bac Mathiot/Blanquer***

***Pour alerter sur les dangers de Parcoursup***

**- mercredi 7 février :** conférence de presse FSU académique sur la situation dans l'Education (1<sup>er</sup> et 2<sup>d</sup> degré, assistantes sociales, infirmières, Psy-EN etc.)

**- Deuxième quinzaine de mars :** grève dans la Fonction Publique pour une revalorisation salariale, la suppression du jour de carence, contre les suppressions de postes dans la Fonction Publique, notamment dans l'Education (baisse des moyens, réforme du lycée)

## ParcourSup, en marche vers...le tri social !

### Le fiasco d'APB, résultat du manque de moyens

De nombreux élèves ont subi le tirage au sort l'année dernière. C'est une mesure injuste qui a mis de nombreux élèves en difficulté. **Elle était le résultat du manque de places dans l'enseignement supérieur.** La génération actuellement au lycée est celle du baby-boom des années 2000. Aucun gouvernement n'a fait les investissements nécessaires pour permettre la poursuite d'études de tous ces élèves alors que leur arrivée dans l'enseignement supérieur était prévisible. **«Lorsqu'on a 808 000 candidats inscrits en début de procédure sur APB, pour 654 000 places proposées dans l'ensemble des formations, je ne vois pas comment on a pu penser une seconde que la demande pouvait être satisfaite. Ce n'est pas APB qui explose, c'est l'enseignement supérieur qui manque de places, en particulier l'université.»** Bernard Koehret, créateur d'APB, pilote de l'équipe de gestion

### ParcourSup, il manque toujours des places à l'université !

Témoignage du président de l'université de Nanterre dans le Monde du 14/01

*Allez-vous augmenter le nombre de places pour les accueillir ?*

*Nous devons voter les capacités d'accueil de chacune nos licences d'ici à la fin du mois de janvier. Pour 2018, le rectorat nous a fixé un horizon de + 4 % à + 5 % de places. **Mais comment peut-on nous demander d'augmenter nos capacités d'accueil sans que l'on sache les moyens dont nous allons disposer pour cela ?***

*Pour l'instant, nous avons seulement chiffré les moyens nécessaires pour augmenter les places en Staps— la filière qui sera à coup sûr en grande tension. **Pour le reste, nous allons maintenir les mêmes capacités d'accueil de nos formations que celles de l'an dernier, tant qu'on ne nous dit pas quel financement sera apporté pour créer des places supplémentaires***

### ParcourSup, la machine à trier

Pour chaque filière universitaire, des attendus (ce que doit maîtriser un élève) sont fixés. Certains sont très généralistes, d'autres très surprenants (comment évaluer l'empathie, nécessaire pour entrer en médecine), et certains sont inacceptables : l'engagement associatif est ainsi valorisé pour entrer en STAPS, alors même que tous les élèves ne peuvent avoir accès à une telle activité. **Les attendus propres à chaque université commencent à être connus : notes du bac français, de 1re, de terminale, CV, engagement extra-scolaire, BAFA...et vont fermer la porte de l'université à bien des élèves.** Dans un contexte de manque de places dans un grand nombre de filières, ces éléments ne vont pas servir à mieux informer les élèves du contenu de la formation post-bac, mais ils vont bien servir à les trier ! **Cela revient également à créer autant de ParcourSup que d'universités, ce qui va conforter les logiques de relégation sociale.**

### Quand le professeur devient le censeur de l'orientation post-bac

Lors du conseil de classe du 2eme trimestre, les professeurs devront émettre un avis sur le projet d'orientation post-bac, y compris pour les filières universitaires. Cela ouvre la porte à de nombreuses tensions avec les élèves et les parents d'élèves. **Le SNES-FSU appelle à ne pas barrer l'accès aux filières non sélectives de l'enseignement supérieur à l'occasion des conseils de classe.**

DÉFENDONS NOS MÉTIERS, AGISSONS POUR NOS ÉLÈVES !



# EN 2018, JE LUTTE

EN GRÈVE LE 6 FÉVRIER

AVEC TOUT LE SECOND DEGRÉ : COLLÈGES ET LYCÉES

## Mobilisation dans les universités

De plus en plus d'universitaires se mobilisent contre ParcourSup : refus de transmettre les attendus, tribunes dans la presse, appel « la sélection n'est pas la solution ». Rejoignons-les pour faire échec à ces projets qui vont lourdement léser nos élèves.

**Informations aux parents, journée d'action le 1 février, grève le mardi 6 février...**